

mesure d'opportunisme politique et le gouvernement essaie, au moyen des ressources fiscales, de se tirer lui-même de la difficulté. Voilà la situation, monsieur l'Orateur. Cette mesure n'est pas bien pensée. Le gouvernement tente simplement, une fois encore, avec de l'argent, de se sortir d'affaire, de la même façon qu'il a utilisé les 100 millions de dollars versés aux agriculteurs de l'Ouest. Cet argent a servi, non à vendre du grain ni à accroître nos marchés ni à établir des centres de recherches, mais à le tirer du dilemme relatif à l'Ouest du pays. C'est une chose de ce genre qui nous est soumise actuellement. C'est inadmissible et nous ne saurions le tolérer. Notre parti espère, une fois que le bill sera devant le comité, pouvoir apporter les amendements qui permettront à l'agriculture, aux petites entreprises et aux autres secteurs de notre économie, la pêche, l'industrie forestière et les industries connexes, ainsi qu'aux autres qui sont gravement atteints, de répondre aux exigences établies dans les règlements qui seront présentés. Nous espérons pouvoir élargir la portée du bill par voie d'amendements, de façon que ces industries puissent obtenir l'assistance voulue même aux termes des règlements que le gouvernement pourrait établir. L'expérience nous a hélas appris qu'il ne nous suffit pas d'adopter une mesure à la Chambre. Le gouvernement y annexe des règlements qui deviennent une source de difficultés. C'est souvent même l'application ou l'interprétation des règlements qui pose des problèmes.

Nous devrions prendre des mesures pour contrecarrer l'initiative des États-Unis. En terminant, je voudrais souligner deux choses. Tout d'abord, le gouvernement n'a pas le droit de se servir de M. Nixon comme d'un bouc

émissaire et de lui imputer les problèmes de l'économie canadienne. Ils existaient déjà et ils sont toujours là. Même si la surtaxe disparaissait demain, des difficultés économiques se poseraient encore au Canada. Se servir de M. Nixon comme de bouc émissaire n'aboutira à rien.

M. Woolliams: C'est vrai.

M. Danforth: Deuxièmement, il est temps que le gouvernement mette fin à ses politiques de rapiéçage. Il est grand temps qu'il adopte des politiques de nature à aider les Canadiens plutôt qu'à prolonger la durée des fonctions du groupe actuel. Quand on saura mettre en œuvre des politiques comme celles-là, la situation du Canada n'en sera que meilleure.

M. Ian Wahn (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, nous avons assisté à un intéressant débat et je suis heureux d'y prendre part ce soir, ne serait-ce que pour quelques secondes. J'en profite pour répondre aux remarques du dernier orateur, le député de Kent-Essex (M. Danforth), pour qui seuls les ministres et les secrétaires parlementaires de ce côté de la Chambre s'intéressent à la question. Ma participation au débat prouve que tous les députés de l'arrière-ban de ce côté-ci de la Chambre s'y intéressent. J'espère pouvoir poursuivre mes remarques demain, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Comme il est 6 heures, la Chambre s'ajourne à demain, à 2 heures de l'après-midi.

(A 6 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)